



Stop à la répression du mouvement social !

F.S.U.

Jeudi 30 mars, à 6h00 du matin, Bastien Alberty, membre du bureau de la FSU-SNUipp du Tarn a été arrêté à son domicile. Quatre autres militants syndicaux ont aussi fait l'objet d'une arrestation. Ils ont été placés en garde à vue pendant plus de 24h et ont fait l'objet d'une comparution immédiate pour « dégradation de bien public ». Notre camarade est accusé d'avoir déplacé une barrière en bois lors d'un rassemblement devant la préfecture d'Albi le 16 mars. Ce vendredi, ils sont ressortis libres mais seront convoqués en mai devant le tribunal. C'est une nouvelle fois une attaque contre les militantes et militants syndicaux et une volonté de faire taire le mouvement social par le gouvernement. Depuis le passage du 49.3, le gouvernement, fragilisé, use de la répression pendant les manifestations en arrêtant et en plaçant arbitrairement de nombreuses personnes en garde à vue. La violence contre les manifestantes et manifestants est significative de la détermination du pouvoir à décrédibiliser et criminaliser le mouvement social. Le Conseil de l'Europe s'alarme d'un usage excessif de la force en France. La défenseure des droits, saisie de nombreux cas de violence de la part des forces de l'ordre, rappelle que « la liberté de manifester est un principe fondamental de notre État de droit ».

La FSU dénonce ces arrestations et condamne la répression envers les militantes et militants syndicaux, elle exige la fin des poursuites contre les militants d'Albi.

Les Lilas, le 31 Mars 2023

